

D 1084 **COLOMBIE: LE CRIC CONTRE LES FARC**

Le CRIC - Conseil régional indien du Cauca - est le principal mouvement indien de cette province de Colombie. Les FARC - Forces armées révolutionnaires de Colombie - sont une organisation de guérilla devenue pratiquement le bras armé du Parti communiste colombien. Depuis des années, le mouvement indien a des relations de plus en plus tumultueuses avec le 6e Front des FARC, celui qui opère précisément dans le Cauca (cf. DIAL D 1037). Le document politique ci-dessous, émanant du CRIC, est intéressant à plusieurs titres: - il fait le point sur les tentatives de pénétration du Parti communiste en milieu indien; - il caractérise le phénomène de rejet des communautés indiennes; - il réaffirme l'identité culturelle et sociale de l'Indien, dans l'autonomie de ses institutions; - par contre-coup, il permet de comprendre l'impossibilité d'une approche dogmatique (en particulier celle du marxisme) du milieu indien, et de mieux saisir pourquoi les sandinistes du Nicaragua ont raté leur approche des Miskitos après la Révolution nicaraguayenne de 1979 (cf. DIAL D 772).

Ce document vient donc compléter la liste déjà longue des documents DIAL sur la question indienne en Colombie.

Note DIAL

LES CONTRADICTIONS ENTRE LES COMMUNAUTÉS INDIENNES ET LE 6e FRONT DES FARC (Septembre 1985)

Introduction

Au cours des derniers mois l'opinion publique a de nouveau été saisie des conflits surgis dans le Cauca avec le 6e Front des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), conflits qui se sont soldés par la mort de nombreux Indiens.

Bien que cette situation vienne en réalité de loin, elle n'en est pas moins déconcertante pour ceux qui s'identifient aux luttes populaires, et qui ne comprennent pas comment une organisation se disant révolutionnaire puisse s'adonner à la menace, à la chasse aux dirigeants et militants indiens et à leur assassinat. Et cela d'autant plus que les FARC se trouvent en pleine campagne politique et cherchent à attirer les votes populaires sur l'Union patriotique.

Ce document d'explication de la part de notre organisation est aussi une nécessité parce que des secteurs proches des FARC et du Parti communiste (PC) ont cherché à nier les faits en prétendant qu'il s'agissait d'une machination du CRIC à des fins obscures.

Nous précisons cependant que tout ce qui est relaté et analysé ici se rapporte exclusivement au 6e Front des FARC (ou à sa dernière dissidence, le "Front-29") et que nous n'entendons pas généraliser à l'ensemble de l'organisation, encore que des comportements semblables puissent se vérifier dans d'autres régions du pays.

Période de 1971 à 1979: les antécédents

L'histoire de la gauche est malheureusement pleine d'affrontements sectaires, de luttes fratricides. Fondé en 1971, le CRIC n'allait pas échapper à cette situation, surtout à partir du moment où les groupes politiques et militaires se sont rendu compte qu'ils n'arriveraient pas à contrôler l'organisation indienne.

Plusieurs organisations révolutionnaires ont essayé de prendre la direction du mouvement indien, pour retourner ensuite toutes leurs batteries contre le CRIC qui refusait de se plier à leurs prétentions. Dans cette opération, le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) s'est distingué en condamnant à mort certains de nos dirigeants et de nos collaborateurs.

Mais durant toute cette période il n'y a pas eu de contradictions ni avec le PC ni avec les FARC. Des représentants du PC ont assisté à l'assemblée de Toribío, au cours de laquelle a été fondé le CRIC, ainsi qu'aux autres congrès et assemblées de notre organisation. Quant aux FARC, elles n'avaient initialement qu'une présence restreinte dans les communes de Corinto et de Toribío, et ce n'est que peu à peu qu'elles se sont étendues à d'autres secteurs du nord du Cauca, sans qu'aucun problème surgisse entre elles et les communautés indiennes durant toute cette période.

Il n'y a jamais eu, de la part de notre organisation, aucun combat pour motifs idéologiques ni contre le PC ni contre tout autre groupe de gauche. C'est tellement vrai que plusieurs dirigeants indiens du nord du Cauca ont été en même temps représentants du CRIC pour leur secteur et collaborateurs directs du PC et des FARC. Parmi ces dirigeants, nous pouvons mentionner le camarade Avelino Uí, de San Francisco, dans la commune de Toribío, assassiné sur ordre des propriétaires terriens en 1978, et le camarade José María Ulcué, de la Aurora, dans la commune de Santander, inclus dans le premier groupe d'Indiens assassinés par les FARC en février 1981.

Période de 1979 à 1983: premiers affrontements

Au début de 1979, suite à une opération de récupération d'armes du canton nord menée par le M-19, il y a eu dans tout le pays une vague importante de poursuites contre un certain nombre d'organisations populaires, dont le CRIC (1). Plusieurs de nos dirigeants ont été arrêtés et torturés, tandis que d'autres entraient dans la clandestinité.

C'est à ce moment que le PC et les FARC ont lancé leur premier coup de griffe. Dans toutes les régions où il était présent d'une manière ou d'une autre, le PC a déclenché une campagne en répandant le bruit que le CRIC avait disparu et qu'il devait se réorganiser dans le cadre du Parti. Les FARC, pour leur part, ont cherché à se renforcer dans cette zone en discréditant le groupe qu'elles estimaient être leur seul rival, à savoir le M-19 accusé d'être de droite et d'être sous la direction d'officiers de l'armée.

Mais ces contradictions ne sont pas allées au-delà. Très vite le CRIC a repris totalement son travail d'organisation, tandis que de petits groupes du M-19 ont circulé dans certaines zones indiennes, en allant même jusqu'à se rencontrer avec des détachements des FARC, et sans aucun problème.

Dans quelques communautés, cependant, que le PC et les FARC considéraient comme leur fief, les pressions augmentaient pour faire marcher les gens selon la "ligne correcte". C'est le cas des élections dans la commune de Toribío, par exemple,

[1] Cf. DIAL D 523 et 588 [NdT].

où le PC a recueilli en 1980 une quantité appréciable de voix; mais en dépit des pressions et menaces de toutes sortes, les voix en sa faveur ont diminué dès 1982.

C'est cette situation qui a déclenché le premier massacre, celui du hameau de Los Tigres, en février 1981. Les communautés de La Aurora et de Canoas, de la chefferie de Tres Quebradas dans la commune de Santander, avaient repris le contrôle de leurs conseils communaux sous l'orientation du CRIC, au milieu des années soixante-dix, et ils menaient des luttes de récupération de terres. En raison de la présence de "rapaces" (2) dans la zone, ces communautés ont demandé la collaboration des FARC. Celles-ci et le PC ont ainsi exercé là une forte influence dans les années 79 et 80. Mais cette influence a commencé à diminuer quelque peu, du fait que les gens n'ont pas trouvé dans le PC une orientation satisfaisante pour leurs luttes collectives, et que les FARC n'ont pas été en état, en raison de leurs déplacements continuels, de répondre adéquatement aux problèmes soulevés. En fin 1980, un groupe d'autodéfense qui avait été formé par les FARC a demandé la collaboration du M-19 pour son entraînement sur place, lequel a effectivement été réalisé.

Le 3 février 1981, les membres du groupe d'autodéfense dont le dirigeant de zone José María Ulcué, ont été assassinés par les FARC au hameau de Los Tigres. Les accusations principales lancées contre eux ont été celles de déserteurs, de voleurs de bétail et de violeurs de femmes. Le camarade José María Ulcué a été de plus qualifié de traître au PC et aux FARC, de responsable principal de leur perte d'influence dans la région. Tout cela en privé, évidemment, car publiquement les FARC ont d'abord refusé la responsabilité de l'événement.

Notre organisation a immédiatement condamné le massacre de Los Tigres, tout en ne voulant pas citer nommément les FARC comme responsables. Nous estimions en effet très dommageable un affrontement entre organisations luttant pour les intérêts du peuple, affrontement qui ne pouvait que servir les intérêts de nos adversaires.

Par l'intermédiaire de dirigeants nationaux du Mouvement Firms, le CRIC a cherché à entrer en contact avec le Comité central du Parti communiste pour tenter de dépasser les contradictions existant dans le nord du Cauca. Le PC a promis de faire une enquête sur les faits présentés, mais les résultats ne nous ont jamais été communiqués. Et la tension n'a pas baissé. Au contraire. En 1982 les menaces et les calomnies contre plusieurs dirigeants indiens ont augmenté, surtout dans les communes de Santander, Corinto et Toribío, en provenance du 6e Front des FARC. La situation la plus grave a été celle de la terre indienne de San Francisco, dans la commune de Toribío, où un groupe armé soutenu par le PC et les FARC a semé la terreur dans les communautés en y accumulant des dizaines de cadavres.

Devant l'aggravation de la situation, le CRIC a une nouvelle fois cherché à dialoguer avec les dirigeants du PC à Bogotá, mais sans résultat. La seule chose qui nous a été répondue était que le dirigeant principal du Parti dans le nord du Cauca, celui que nous tenions pour le responsable des contradictions existantes, jouissait de la totale confiance du Comité central.

Le 8 octobre, à San Francisco, était assassiné Ramón Júlucue, un dirigeant indien respecté dans cette communauté, avec son fils Benito. Le camarade Ramón était par ailleurs le père d'un ancien membre du Comité exécutif du CRIC, et il avait été gouverneur du conseil communal de San Francisco. Il a été accusé d'avoir trahi le Parti communiste, au profit du CRIC évidemment.

Face à un tel fait, notre organisation ne pouvait se taire. Elle l'a dénoncé au plan national et international. La dénonciation incluait le massacre de Los Tigres

[2] Tueurs à gages et hommes de main à la solde des propriétaires terriens (NdT).

survenu en 1981, et dont le 6e Front des FARC a fini par reconnaître être l'auteur en août 1982.

L'indignation de la communauté de San Francisco a fait que celle-ci a constitué des groupes d'autodéfense qui ont éliminé les principaux chefs de la bande qui avait assassiné le camarade Ramón et qui semait la terreur dans la région.

Suite aux dénonciations du CRIC et à la riposte des communautés, une délégation régionale du Parti communiste est venue parlementer avec notre bureau de Popayán pour un règlement. En décembre 1982, un pacte était signé entre le CRIC et le PC. Durant plus d'une année une paix relative s'est installée dans les communautés indiennes du nord du Cauca.

1984-1985: l'aggravation du conflit

Au cours des dernières années le 6e Front des FARC a élargi sa présence à de nouvelles communes à population surtout indienne, comme par exemple Caldoño, Jambaló et Silvia sur le versant occidental de la Cordillère centrale, ou Páez et Inzá dans la région de Tierradentro.

En réalité, d'autres groupes de guérilla ont aussi fait leur apparition dans ces mêmes secteurs sans que leur présence se traduise en conflit particulier avec les communautés. Mais dans le cas des FARC, les heurts et les problèmes se sont multipliés en raison des particularités de ce groupe, telles que l'autoritarisme avec lequel il s'impose, son peu de respect envers les autorités indiennes, sa pratique de l'extorsion auprès de gens sans grandes ressources économiques, ou son refus total des autres groupes armés.

Les communautés ont essayé de trouver un modus vivendi avec le 6e Front, mais à mesure que se multipliaient les abus on a vu naître la réaction des conseils communaux au titre de légitimes représentants des communautés indiennes. Plusieurs réunions ont été organisées par les conseils, avec invitation des groupes de guérilla travaillant dans la région, pour analyser la situation et fixer les conditions conformes aux intérêts des Indiens.

Il y a eu, entre autres, l'assemblée d'Andalucía, dans la commune de Caldoño, les 2 et 3 février 1985, le Comité directeur du CRIC à Vitoncó du 21 au 24 février, avec la participation de la majorité des conseils communaux du Cauca, ainsi que l'assemblée de Zumbico, dans la commune de Jambaló, les 4 et 5 mars, avec la participation de 11 conseils communaux de l'Est du département (3).

A ces réunions ont assisté les FARC, en plus d'autres groupes de guérilla, et les conseils communaux ont eu l'occasion d'exprimer entièrement leur pensée. La grande majorité des plaintes ont concerné les agissements du 6e Front, auquel il a été demandé de respecter les communautés indiennes et leurs autorités. Conformément aux actes écrits de ces réunions, les représentants des FARC se sont engagés à respecter les accords passés avec les conseils communaux, ce qui ne s'est cependant pas produit.

Les différents abus ont continué. Les menaces envers ceux qui ne se soumettent pas aux FARC vont en augmentant, et on a vu réapparaître les assassinats de camarades indiens.

Le 8 mars 1985 le camarade Secundino Pancho a été assassiné dans la terre indienne de San Andrés, dans la commune d'Inzá; puis le 24 du même mois, Julio Pencue Volverás, trésorier du conseil de San Andrés et l'un des principaux acteurs des récupérations de terres dans la région.

[3] Cf. DIAL D 1037 [NdT].

Le 18 mai, au hameau d'El Alto, dans la commune de Corinto, ont été assassinés le médecin traditionnel Domingo Oca et son fils Julio, menacés auparavant par les FARC. Les assassinats avaient pour but de détourner l'attention en les attribuant au groupe Quintín Lame (4), mais les proches qui ont réussi à échapper à la mort ont reconnu les assassins comme étant membres du 6e Front sous la direction du commandant "Ramón".

Le 11 août a eu lieu à Jambaló le massacre de 7 personnes, dont l'institutrice Rosa Elena Toconás qui travaillait à l'école bilingue du CRIC. Le cas de cette camarade a été particulièrement dramatique puisqu'elle rentrait du marché de Jambaló en compagnie de sa mère. Un groupe de trois membres des FARC, que la camarade Rosa Elena a reconnus car ils étaient des Indiens de la région, les a suivies sur tout le parcours en insistant auprès de Rosa Elena pour qu'elle parte avec eux. La camarade a courageusement refusé et quand elle a compris qu'ils allaient la tuer, elle les a traités de lâches et leur a demandé de lui donner une arme pour pouvoir mourir en combattant. La seule réponse a été une rafale de mitraillette. Blessée et tombée à terre, Rosa Elena a demandé à sa mère de dire que c'étaient les FARC qui l'avaient tuée. Après quoi elle a été achevée par ses assassins.

Le même jour une camionnette a été mitraillée et six personnes ont été tuées: trois Indiens et trois paysans de Piendamó, dont un enfant. Il semble que le véhicule faisait un transport pour le Front Ricardo-Franco, ce qu'ont prétexté les FARC pour justifier le massacre.

Le CRIC a immédiatement dénoncé ce nouvel assassinat collectif, et les conseils communaux de la zone ont organisé une manifestation de protestation qui a eu lieu à Jambaló le 18 août avec pas mal de participation.

Devant la réaction défavorable de l'opinion publique, les FARC et le PC ont préféré nier les faits. Dans un article de l'hebdomadaire Voz il est dit que les assassinats ont été pratiqués par les services de renseignements militaires et que la direction du CRIC s'était empressée de répéter les mensonges des militaires. Les FARC ont fait circuler la même version dans certaines régions du Cauca. Au plan local, cependant, c'est-à-dire à Jambaló, elles ne pouvaient pas dire la même chose car tous les gens les connaissent et savent comment les choses se sont passées. L'explication donnée là par les FARC était que les camarades tués étaient des déserteurs des FARC et même des collaborateurs du Front Ricardo-Franco, ce qui était totalement inadmissible.

La réalité est que, depuis lors, règne un climat de terreur dans la commune de Jambaló. Plusieurs dirigeants, dont certains membres du conseil communal, ont reçu des menaces et un nouveau massacre peut avoir lieu d'un moment à l'autre.

Quelques causes du conflit

Après cette rapide information, qui permet de suivre l'évolution des contradictions entre les communautés indiennes du Cauca et le 6e Front des FARC, il est utile de s'interroger sur les vraies causes de ce conflit. Nous pensons que la raison fondamentale réside dans un type de comportement et dans des exigences des FARC que les communautés ne peuvent absolument pas accepter, ce qui se traduit en motifs constants d'affrontement.

Voici quelques-uns des points conflictuels.

1) La revendication de domination territoriale

Les FARC revendiquent fréquemment une domination exclusive sur le territoire où elles se meuvent, et cette revendication se manifeste surtout face aux autres

[4] Sur ce groupe, cf. DIAL D 952 et 1037 [NdT].

groupes armés, considérés alors comme des rivaux. C'est ainsi qu'on a souvent entendu le 6e Front affirmer que la Cordillère centrale lui appartient. Il ressort des réunions qu'il fait avec les Indiens que ses adversaires véritables sont les organisations comme le M-19, le Front Ricardo-Franco ou le Front Quintín Lame, beaucoup plus que l'ennemi de classe.

Alors que cette revendication de domination territoriale est déjà en soi inacceptable, car ce sont les communautés qui disposent des zones où elles habitent et non pas tel ou tel groupe de guérilla, c'est encore plus absurde pour les régions indiennes du Cauca.

Il se trouve que nous, les Indiens du Cauca, nous luttons depuis plus de quinze ans (dans la phase actuelle) pour la récupération de nos terres, le renforcement de nos conseils communaux et le respect de notre culture (5). Au cours de cette lutte qui nous a coûté plus d'une centaine de morts, nous avons réussi à faire reculer le pouvoir des propriétaires terriens du Cauca et à consolider les bases de notre autonomie.

Les FARC, qui n'ont eu pratiquement aucune participation à cette lutte, sont arrivées par la suite dans la plupart des communautés sans avoir été invitées par personne. Elles veulent maintenant se présenter en maître exclusif de notre territoire, sans autre titre que les armes avec lesquelles elles cherchent à imposer leur volonté aux communautés indiennes.

Les communautés ont toujours accepté de collaborer avec diverses organisations révolutionnaires tant que celles-ci ne vont pas contre leurs intérêts et respectent leur autonomie. Les communautés n'entendent nullement se mettre aux ordres de quelque groupe que ce soit, et encore moins servir de chair à canon dans le règlement des problèmes que ces groupes ont entre eux.

2) La recherche de l'exclusivité du pouvoir

En rapport direct avec la caractéristique antérieure de domination territoriale, les FARC ont tendance à vouloir exercer un pouvoir exclusif dans leurs zones d'action.

Cela ne concerne plus seulement d'autres groupes armés, qui font tellement de zèle, mais toute forme d'organisation populaire. Les FARC s'emploient à faire passer sous leur domination les organisations existantes. A défaut d'y parvenir, elles s'emploient à les détruire pour supprimer toute concurrence. Il semble vraiment très difficile que les FARC acceptent de cohabiter pacifiquement avec les expressions démocratiques du pouvoir populaire (6).

Dans le cas indien cela est particulièrement grave pour nous: c'est depuis des siècles que nous disposons de nos autorités propres, telles que les conseils communaux, et que nous défendons notre autonomie. Les affrontements entre les FARC et les conseils indiens ont été précisément l'une des principales sources de conflit dans le Cauca. Comme la grande majorité des conseils communaux n'ont pas voulu se soumettre, les FARC ont lancé des campagnes de discrédit dans plusieurs communautés, en déclarant que les conseils étaient des choses du passé, qu'ils ne servaient plus à rien, et que c'est la guérilla qui doit régler les problèmes.

Les communautés sont grandement surprises, par exemple, de voir parfois des jeunes sortis de leur communauté pour entrer dans les FARC qui reviennent en pré-

[5] Cf. DIAL D 186, 207, 374 et 442 [NdT].

[6] L'ensemble de ce paragraphe a manifestement, en raison de la différence dactylographique dans le texte original, été modifié après rédaction de la brochure [NdT].

tendant commander aux gens simplement parce qu'ils ont un fusil à la main, en passant par-dessus les autorités que la communauté s'est données.

3) La contrainte par les armes

Tout en ne doutant pas que de nombreuses communautés participent volontairement aux activités déployées par les FARC, l'usage de la coercition et de la menace pour obliger les gens à faire certaines actions est l'un des traits les plus négatifs de cette organisation.

Les pressions vont de l'assistance à des réunions ou des fêtes à l'obligation de fournir aux FARC des sommes déterminées d'argent pour contribuer à leur maintenance. Si ces quotas étaient volontaires, nous ne ferions aucune objection. Mais précisément l'une des plaintes majeures à l'encontre des FARC dans le Cauca, c'est que des paysans et des Indiens aux faibles ressources doivent acquitter des "impôts" hors de leurs possibilités. Certaines entreprises communautaires du nord du Cauca, par exemple, qui travaillent des terres récemment récupérées, auraient à payer jusqu'à 100.000 pesos tous les six mois et restent sans savoir quoi faire face aux exigences du 6e Front.

C'est également sous d'autres formes que se traduit la contrainte exercée par les FARC, comme lors des campagnes électorales par exemple. A plusieurs reprises déjà, dans le passé, les FARC ont fait pression pour que les Indiens votent pour l'UNO (7) ou pour le Front démocratique. Mais la pression promet d'être beaucoup plus forte maintenant avec la campagne de l'Union patriotique (8), mouvement dans lequel les FARC sont directement engagées. Viennent déjà de plusieurs communes à forte population indienne des plaintes sur les façons dont on "pousse" les gens à travailler pour l'Union patriotique.

4) L'absence de luttes concrètes

L'une des objections les plus communes que les communautés font aux FARC est leur manque de participation aux luttes concrètes des communautés. On a parfois l'impression que ce qui intéresse les FARC c'est la domination territoriale, le pouvoir sur la population, mais pas le changement social dans les régions où elles opèrent.

Nous, Indiens du Cauca, avons déjà de nombreuses années de lutte pour la récupération de nos terres, de renforcement de nos conseils communaux, de défense de notre culture, d'organisation de coopératives et d'entreprises communautaires, de développement d'écoles bilingues, de programmes de santé. Devant tout cela, il semble que les FARC n'ont rien à dire: elles ne parlent que d'élections et de prise du pouvoir. Elles en viennent même, à l'égal du Parti communiste, à dénier toute signification aux récupérations de terres, aux coopératives, aux écoles autochtones. Elles déclarent que seule vaut la prise du pouvoir et qu'ensuite le gouvernement socialiste se chargera de régler tous les problèmes.

En ce qui concerne notre lutte la plus importante, celle de la récupération des terres, les FARC non seulement n'ont pas soutenu les communautés mais sont allées jusqu'à s'y opposer catégoriquement. En raison de quoi les propriétaires terriens peuvent leur donner des contributions beaucoup plus grandes (les fameux "vaccins") (9) que les Indiens ou les paysans. L'opposition des FARC aux récupérations dans de nombreux coins s'est soldée par de sérieux affrontements avec certaines communautés. On ne compte plus le nombre d'Indiens tués par les FARC pour des questions de terres, quand les FARC se sont mises du côté des intérêts des propriétaires terriens.

[7] Union nationale d'opposition, créée en 1973, en vue des élections de 1974 [NdT].

[8] Mouvement lancé le 30 mars 1985 après les accords de paix avec le gouvernement, et qui est la façade publique permettant aux FARC de participer aux élections [NdT].

[9] L'impôt révolutionnaire [NdT].

5) l'exécution des "déserteurs"

La plupart des camarades indiens tués par les FARC dans le Cauca avaient été auparavant des militants ou des collaborateurs de cette organisation, et la justification principale de leur exécution a été l'accusation de "désertion" ou de "trahison". Tout se passe comme si les FARC s'attribuaient le droit de condamner à mort les personnes qui ont été un jour en rapport avec elles et qui ont résolu de passer à une autre groupe ou de revenir à leur communauté d'origine.

Cela est totalement inacceptable pour les communautés indiennes. Les divers groupes armés sont au courant de la facilité avec laquelle les jeunes Indiens entrent dans les rangs de tel ou tel, mais aussi leur instabilité de guérillero et leur désir de revenir dans leur famille et leur communauté. On pourrait difficilement concéder aux FARC, qui sont si peu rigoureuses dans le recrutement et qui ne consultent même pas les autorités indiennes, le droit de vie et de mort sur des centaines de jeunes qui se sont un jour laissés éblouir par l'armement du groupe de guérilla.

La position du CRIC

Les communautés indiennes du Cauca et le CRIC qui en représente la majorité sont préoccupés par l'aggravation des contradictions (10) avec le 6e Front des FARC, et voudraient trouver une solution raisonnable et pacifique à la situation actuelle.

Le dialogue, comme nous l'avons déjà dit, a été très souvent recherché, mais tant que des positions arrogantes et dogmatiques seront maintenues, les accords ne serviront à rien. Par ailleurs il est évident que les communautés indiennes garderont leur autonomie et que nous ne nous soumettrons pas devant les FARC, ni devant aucun autre groupe de guérilla qui chercherait à s'imposer par la force.

Cependant, comme le CRIC a depuis longtemps défini sa participation aux côtés des autres secteurs sociaux du peuple colombien dans le combat pour une nouvelle société, il estime qu'il est possible aux différentes organisations de continuer à travailler ensemble pour la défense des intérêts populaires.

Les bases d'un accord avec les différents groupes dans le Cauca pourraient être les suivantes:

- Le territoire du Cauca n'est la propriété d'aucun groupe en particulier. Ce sont les communautés, par le biais de leurs organisations propres et de leurs autorités, qui sont chargées de contrôler leurs régions respectives.
- Les différents groupes armés pourront circuler dans les zones dans la mesure où ils auront l'autorisation de chaque communauté et où ils respecteront leurs autorités légitimes.
- Le combat pour un changement social sera mené à bien par la participation démocratique et volontaire des différents secteurs populaires, et non par l'usage de la force contre eux.
- Les différentes organisations révolutionnaires n'ont pas à transporter leurs différends dans les communautés. Elles doivent au contraire rechercher une politique unitaire qui leur permette de servir le mieux possible les intérêts des masses.

Nous estimons donc qu'on peut jeter les bases d'un dialogue productif et nous lançons un appel aux dirigeants des FARC au plan régional et national pour que nous arrivions à un accord acceptable par tous. Si les contradictions persistent et si l'escalade de la lutte fratricide continue, plus lourde sera la responsabilité que nous aurons à porter demain devant tout le peuple colombien.

[10] On notera, tout au long de ce document, l'utilisation du mot "contradictions" qui appartient typiquement au langage marxiste (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)